

REPUBLIQUE FRANCAISE
DEPARTEMENT DU CALVADOS
ARRONDISSEMENT DE CAEN

COMMUNE DE OUISTREHAM

**EXTRAIT DE LA
SEANCE DU 8 MARS 2021**

L'an deux mille vingt-et-un, le lundi 8 mars à 18h, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 2 mars, s'est réuni en séance ordinaire en l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Romain BAIL, maire de Ouistreham.

Etaient présents : Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sabine MIRALLES, Paul BESOMBES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Béatrice PINON, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUEDE, Christophe GSELL, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Fabienne LHONNEUR, Martial MAUGER, Matthieu BIGOT, Amélie NAUDOT, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Sophie BÖRNER, Yves MESLÉ, François NOURRY, conseillers municipaux.

Absents excusés / pouvoirs (P) : Patrick CHRETIEN (P. M. Chauvois)

Secrétaire de séance : Sophie POLEYN.

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – CAMPING MUNICIPAL – SIGNATURE D'UN AVENANT
DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE (AV. N°1)**

DEL20210308_08	Présents : 28	Pouvoirs : 1	Abstentions : 2	Suffrages exprimés : 27	Pour : 27	Contre :
----------------	---------------	--------------	-----------------	-------------------------	-----------	----------

Annexe : - Projet d'avenant

Rapporteur : M. Pujol – VU en C° finances du 04/03/2021 ; CDSP le 04/03/2021

La Commune de Ouistreham a souhaité confier l'exploitation du camping municipal et le financement et la réalisation de travaux d'entretien et d'amélioration des infrastructures à un délégataire dont la rémunération serait assurée par les résultats de son exploitation dans le cadre d'un contrat de délégation de service public d'une durée de 20 ans à compter de sa notification.

La Commune de Ouistreham a donc lancé en 2015 une procédure de délégation de service public conformément aux articles L1411-1 et suivants du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Au terme de la mise en concurrence, conformément aux dispositions de l'article L.1411-7 du CGCT, le conseil municipal a attribué le marché par délibération en date du 14 décembre 2015, à la société SEASONOVA, autorisée à subdéléguer à une entreprise filiale créée pour l'occasion, la Sarl RIVA BELLA DEVELOPPEMENT, dont le siège est sis 1 Rue de la Haie Breton à Ouistreham :

Rappel des conditions de la DSP :

- **Durée :** 20 ans à compter de 2016 ;
- **Conditions économiques :** versement d'une **redevance domaniale** (minimum garanti pour la Collectivité, min. 50 000 euros) basée sur le chiffre d'affaire HT (hébergement) hors les frais liés à la commercialisation + **complément de redevance** calculé en fonction des prestations de service et dû dès lors qu'elles représentent 50% du chiffre d'affaires HT + **redevance de contrôle** d'un montant de 2000 euros/an (payable 50% en juin et 50% en décembre).

Le montant définitif de la redevance de l'année est connu en N+1 au même titre que le complément de redevance lié aux activités et prestations de service.

En 2020 et encore en 2021, le camping a dû faire face à des difficultés imprévisibles :

- en raison de la crise sanitaire, d'abord : le camping a été totalement fermé au public pendant le confinement alors que la saison allait s'amorcer, et même quand il a pu ouvrir, le tourisme accusait une forte baisse, du fait des mesures de précautions prises par les gouvernements mais aussi à l'initiative des touristes potentiels qui, dans l'incertitude de la situation, ont préféré renoncer à leurs réservations ;

- en raison du Brexit, ensuite, qui a empêché les opérateurs britanniques de réserver des emplacements et d'assurer à l'exploitant des locations ;

Ces aléas impondérables ont fortement impacté son chiffre d'affaires (réduit quasiment de 50%) et son fonds de roulement est désormais presque nul. Aussi, le délégataire a sollicité une aide de la commune et notamment une modification du contrat de délégation de service public afin de compenser les pertes.

En conséquence,

Vu l'avis favorable de la Commission de délégation de service public en date du 04/03/2021,

Considérant que, d'une part, le délégataire a informé la collectivité qu'il a pu bénéficier de prêts garantis par l'Etat pour faire face à ses difficultés financières et que, d'autre part, il est à jour de ses redevances,

Considérant que les conditions de fonctionnement du service n'ont pu être remplies du fait d'événements présentant les caractéristiques de la force majeure, en application de l'article II.5.3 du contrat,

Lu et entendu l'exposé, après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL

- ➡ DECIDE à l'unanimité des suffrages exprimés, avec 2 abstentions¹, de répondre favorablement à la demande du délégataire en prenant les dispositions suivantes et **EXONERE le délégataire à titre exceptionnel pour l'année 2021**
 - D'une part, des 2/12^e de la redevance due au titre de l'année 2020 (calculée sur la base du chiffre d'affaire de l'année 2020) et payable en 2021, soit pour un montant de 9106€ ;
 - D'autre part, du versement de la redevance de contrôle due en 2021, soit 2000€ ;
- ➡ DECIDE d'acter le prolongement du contrat de délégation pour la durée globale d'un an, soit jusqu'au 31/12/2036, en application de l'article II.5.3 du contrat, en autorisant le maire à signer l'avenant correspondant (avenant n°1 au contrat, dont le projet a été joint à la convocation).

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.

Le registre dûment signé,

LE MAIRE

Romain BAIL



Affichée le
Certifiée exécutoire le

¹ Mme Börner et M. Nourry.